

SNCS-HEBDO 11 n°03

22 février 2011

Pas de concours chercheurs communs entre le CNRS et l'INSERM !

Une fois de plus, le PDG de l'Inserm pose des jalons pour des concours communs de recrutement des chercheurs à l'Inserm et à l'Institut des sciences biologiques du CNRS, dans le cadre du projet en cours de contrat d'objectifs de l'Inserm. Concomitamment, des conseillers du PDG de l'Inserm et du ministère téléphonent à certains présidents des sections des sciences de la vie du Comité national de la recherche scientifique pour les persuader du bien-fondé d'une telle mesure. Des discussions ont lieu au sein de l'Alliance des sciences de la vie et de la santé (Aviesan), qui affiche l'harmonisation des recrutements chercheurs parmi ses objectifs. En accord entre les directions du CNRS et de l'Inserm, un comité opaque est mis en place pour imposer un découpage thématique commun entre les CSS et les sections du Comité national. Il est temps de dire non à cette politique destructrice des organismes de recherche.

Patrick Monfort, secrétaire général du SNCS-FSU

Valérie Pécresse avait annoncé en juin dernier aux organisations syndicales sa volonté d'imposer l'organisation de concours communs pour le recrutement des chercheurs CNRS et Inserm dans les domaines des sciences de la vie et de la santé. L'argument avancé était celui de la simplification des procédures des concours dans le cadre de l'alliance Aviesan pilotée par le PDG de l'Inserm, A. Syrota. Une telle procédure conduirait à terme à la disparition des jurys actuels issus des sections du Comité national pour les concours CNRS et des Commissions scientifiques spécialisées (CSS) pour ceux de l'Inserm.

Que se passe-t-il actuellement ? Pour répondre à la volonté ministérielle, A. Syrota, depuis déjà deux ans, tente d'organiser des jurys d'audition communs CNRS/Inserm « expérimentaux » (en neurosciences ou immunologie par exemple) qui seraient le préalable au recrutement par les jurys d'admissibilité du CNRS ou de l'Inserm, chaque organisme gardant « ses » concours de recrutement de chercheurs.

Interrogé le 17 janvier par les organisations syndicales sur cette procédure inscrite dans le projet de contrat d'objectif de l'Inserm en cours d'élaboration, A. Syrota a précisé que la mise en place de jurys communs Inserm/CNRS pour le recrutement des chercheurs ne pourra se faire que si les sections du Comité national et les CSS adoptent un découpage englobant les mêmes thématiques. C'est donc ce que certains préparent à l'occasion de la réflexion en cours sur les thématiques des sections du Comité national de la recherche scientifique (CN) et des CSS (dont le mandat a été prolongé pour « phaser » leurs élections avec celles des sections du CN prévues au premier trimestre 2012).

Que se passerait-il si l'on commençait à faire des concours communs ? Ayant pris la peine de découper les disciplines couvertes par les sciences biologiques au CNRS et en biologie et santé à l'INSERM de la même façon, pourquoi s'arrêterait-on en si bon chemin ? Autant

fusionner Inserm et sciences biologiques du CNRS dans un seul institut des sciences de la vie et de la santé (SDVS) – lequel n'aurait d'ailleurs de sens que s'il incorporait aussi le secteur des sciences de la vie du CEA et de l'INRA. Ce projet existe depuis longtemps dans la tête de technocrates qui considèrent que l'efficacité et la rentabilité de la recherche imposent une organisation unique, autoroute de la pensée unique...

Tout est à craindre d'un gouvernement qui ne rêve que de rentabilité de la recherche. Quid de l'avenir de la recherche cognitive quand déjà depuis plusieurs mandatures les CSS de l'Inserm sont découpées par grandes pathologies ou organes humains ? Quand le financement des recherches de l'Inserm est de plus en plus organisé (ANR, associations caritatives...) pour répondre directement aux problèmes de santé les plus immédiats ? Quand les industries pharmaceutiques passent des accords de coopération avec les organismes de recherche pour leur faire prendre en charge une part du travail qu'elles ne veulent plus assumer ?

Une telle organisation a un intérêt supplémentaire dans le contexte actuel du grand emprunt et de ses avatars, Idex, labex, IHU, et autres... En imposant cette restructuration de la recherche, le ministère veut aujourd'hui faire piloter les recherches par les politiques de site des grands pôles sélectionnés. En SDVS, ce n'est pas pour rien que les grands groupes pharmaceutiques comme SANOFI s'associent dans ces « -Ex » et dans Aviesan.

Que restera-t-il d'un grand organisme pluridisciplinaire comme le CNRS, une fois qu'il aura été amputé des sciences biologiques ? La réponse est évidente et va tout à fait dans le sens voulu par les responsables politiques de droite qui rêvent depuis des années de la disparition de cet organisme. Loin de cette politique de mise au pas, nous voulons que les organismes de recherche conservent la maîtrise de leur politique de recherche sans entrave de la diversité de pensée et de la liberté scientifique.